

Recherches sociographiques



Présentation

Jean Crête

Volume 25, Number 1, 1984

Le gouvernement du parti Québécois

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056068ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056068ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Crête, J. (1984). Présentation. *Recherches sociographiques*, 25(1), 7–8.
<https://doi.org/10.7202/056068ar>

PRÉSENTATION

Le 13 avril 1981, le Parti québécois, contre toute attente, fut reporté au pouvoir. Ce parti avait perdu toutes les élections partielles depuis l'élection générale précédente, il avait perdu le référendum et, dans les sondages d'opinion, était, jusqu'en fin de course, moins populaire que le principal parti d'opposition. Le Parti québécois avait déjà surpris les observateurs de la scène politique québécoise lorsque, le 15 novembre 1976, il avait été élu une première fois après avoir pris l'engagement de ne pas réaliser immédiatement son objectif premier, la souveraineté politique du Québec, mais plutôt de tenir un référendum sur la question constitutionnelle.

Entre ces deux élections, l'attention des analystes s'est portée d'abord sur les enjeux constitutionnels qui devaient être débattus puis soumis au verdict de l'électorat. Celle de la classe politique était concentrée sur la stratégie référendaire du Parti québécois et sur l'évolution de l'opinion publique. Pour la première fois depuis l'avènement des sondages d'opinion politique au Québec, le cycle du nombre de sondages fut brisé. En effet, l'année qui suivit l'élection de 1976 ne marquait pas une baisse du nombre de sondages comme cela avait été le cas lors des élections précédentes.¹ D'ailleurs, durant tout le mandat de ce gouvernement, le nombre de sondages d'opinion, rendus publics, s'est maintenu à un niveau très élevé dans l'attente du grand jour où les électeurs pourraient enfin se prononcer sur l'avenir constitutionnel du Québec.

Ce n'est qu'en fin de mandat que le gouvernement péquiste tint le référendum sur la souveraineté du Québec, et il le perdit. Il n'y eut donc pas de changements d'ordre constitutionnel durant ce premier mandat du gouvernement du Parti québécois. La rupture annoncée ne se produisit pas. La prise du pouvoir par le Parti québécois en 1976 ne clôturait pas une époque pour en commencer une autre. Le gouvernement du Parti québécois, de 1976 à 1981, s'inscrivait au contraire dans la foulée de ses prédécesseurs de la Révolution

1. Jean-Pierre BEAUD, « Vingt ans de sondages d'opinion politique au Québec », dans : J. CRÊTE (dir.), *Le comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, (à paraître).

tranquille. Le Parti québécois, qui se présentait devant les électeurs en 1981, était donc un gouvernement comme les autres. Les électeurs le jugeraient comme on juge ordinairement les gouvernements.

Les électeurs prennent en compte quatre grands ensembles d'indicateurs pour élire ou réélire un gouvernement. Ils évaluent l'état de la situation sociale et économique et les réalisations du gouvernement sortant; ils jaugent le personnel politique et, enfin, ils évaluent les politiques proposées par les partis. Les textes réunis dans ce numéro thématique se répartissent dans ces quatre grands ensembles.

Gilles Lesage, un observateur attentif de la scène politique québécoise, retrace les événements qui jalonnent le premier mandat du gouvernement péquiste et recrée rapidement le climat se dégageant de ces années d'attente du référendum constitutionnel et des mois qui ont suivi cet événement historique. Vincent Lemieux et Louis Massicotte étudient ce gouvernement sous l'aspect central de la réalisation des politiques. On peut observer les politiques à quatre moments de leur réalisation. Tout près du citoyen, les politiques se mesurent par les biens et services rendus; on peut aussi en aborder l'étude par le biais de l'administration pour observer les activités des agents de l'État occupés à l'implantation de ces services, ou encore remonter jusqu'au cœur de l'administration pour y mesurer les quantités de ressources injectées pour la réalisation des politiques. Ce que Lemieux et Massicotte font ici, c'est de braquer les projecteurs sur la déclaration même des politiques, ce moment le plus susceptible de révéler le contenu que le gouvernement du Parti québécois entendait leur donner.

Les électeurs votent dans notre système politique pour des candidats qui, eux, véhiculent des promesses partisans, sont tenus responsables des politiques gouvernementales et même de l'état de la société, que cet état résulte ou non des politiques du gouvernement. Le personnel politique lie le peuple au gouvernement de la chose publique. C'est à l'étude de ce personnel, ses caractéristiques par rapport à celui des années antérieures, que Réjean Pelletier consacre sa note de recherche.

Pour que les électeurs puissent évaluer les programmes des partis, il faut que ces messages leur soient transmis. Ils le sont de façon continue, mais avec un accent bien spécial en période électorale. Lors de la campagne de 1981, cependant, les canaux de transmission étaient moins nombreux que d'habitude avec l'absence, pour cause de grève, de Radio-Canada et de Radio-Québec. D'où l'importance toute particulière de la presse écrite lors de cette élection. Quels messages la presse quotidienne a-t-elle transmis aux électeurs lors de la campagne électorale de 1981? C'est à cette question que je tente de répondre par une analyse de contenu.

Jean CRÊTE

*Département de science politique,
Université Laval.*